

Bulletin d'histoire politique

La libération des Pays-bas et le rôle de la résistance néerlandaise

C.M. Schulten



Volume 3, Number 3-4, Summer 1995

La participation des Canadiens français à la Deuxième Guerre mondiale : mythes et réalités

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1063473ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1063473ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique
Septentrion

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Schulten, C. (1995). La libération des Pays-bas et le rôle de la résistance néerlandaise. *Bulletin d'histoire politique*, 3(3-4), 65–72.

<https://doi.org/10.7202/1063473ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1995

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

LA LIBÉRATION DES PAYS-BAS ET LE RÔLE DE LA RÉSISTANCE NÉERLANDAISE

Dr. C.M. Schulten

Directeur du Netherlands State Institute for War Documentation

Introduction

Sans sous-estimer la contribution des Anglais, des Américains et des Polonais, ce sont les Canadiens qui ont le plus contribué à la libération des Pays-Bas. Cette libération s'est réalisée dans la période septembre 1944 à mai 1945. C'est avec beaucoup de reconnaissance que les Néerlandais se souviennent encore de la Première armée canadienne qui libéra les Pays-Bas du joug nazi. Les Néerlandais n'ont pas attendu passivement l'intervention canadienne, mais ont essayé d'aider les Alliés dans leurs efforts d'abattre la dictature nazie. Par rapport à l'engagement des forces armées alliées, leur contribution peut sembler très modeste, mais il reste indéniable que les résistants néerlandais ont fait de leur mieux pour jouer un rôle dans la libération de leur propre pays. Il s'agit principalement d'étudier ici leur action pour soutenir l'armée canadienne.

Nous évoquerons d'abord l'occupation des Pays-Bas par l'Allemagne, de même que la naissance et l'évolution de la Résistance. Puis, nous porterons notre attention sur les opérations militaires dans les Pays-Bas pendant la dernière année de la guerre. Nous concluons par une description du rôle des résistants néerlandais dans ces opérations.

Un pays écrasé par son voisin

Bien qu'héritiers d'une riche histoire, les Pays-Bas restent un tout petit pays sur le plan géographique, surtout si on le compare à l'immensité canadienne. Sa superficie est de 30 507 km² et il fait environ 300 km du nord au sud. D'Amsterdam à la frontière allemande, la distance couvre moins de 150 km. En 1940, le pays comptait neuf millions d'habitants.

Aussi, depuis les années trente, les Néerlandais suivaient avec angoisse l'évolution de leur puissant voisin allemand chez lequel sévissait la peste du

nazisme. Les Pays-Bas avaient beau entretenir de nombreux contacts commerciaux et culturels avec l'Allemagne, il subsistait un sentiment anti-germanique qui remontait au XIX^e siècle. La peur qu'avait déjà inspirée l'ancien empire allemand, autrefois soupçonné de visées annexionnistes, expliquait en partie cette attitude. Le rejet du national-socialisme qui se manifestait en Allemagne, ne faisait que renforcer cette crainte naturelle.

Le gouvernement néerlandais maintenait pour sa part une politique de neutralité, tout en se préparant à la défense armée contre une agression allemande. Il était convenu que dans cette éventualité le pays se joindrait à l'alliance franco-britannique. C'est ce qui se produisit le 10 mai 1940. En quatre jours, l'armée néerlandaise qui comptait 280 000 hommes était forcée de se rendre. La reine Wilhelmine, la princesse Juliana, et le prince Bernhard ainsi que leurs enfants, les princesses Béatrix et Irène, se réfugièrent en Angleterre. Les ministres aussi, de sorte que le gouvernement légal put continuer la lutte aux côtés des Alliés. Une grande partie de la marine néerlandaise avait trouvé abri en Angleterre. De l'armée de terre, ne restaient que quelques 120 000 hommes qui avaient réussi à traverser la mer du Nord.

Aux Pays-Bas occupés, l'armée fut démobilisée et l'administration civile placée sous contrôle allemand, sous la présidence du Reichskommissar, Dr. A. Seyss-Inquart. Ce dernier pouvait disposer entre autres des unités de la police allemande et d'une armée d'occupation. Il va sans dire que Seyss-Inquart mit fin au fonctionnement du système parlementaire.

À cette époque, il existait aux Pays-Bas, outre quelques groupuscules fascistes, un parti politique national-socialiste: le Nationaal-Socialistische Beweging-NSB (Mouvement national-socialiste). Cette organisation comptait 100 000 adhérents et sympathisants et était haïe de la population qui ne cachait pas son sentiment anti-allemand et anti-fasciste.

À partir du 15 mai 1940, cette population manifesta de plus en plus son aversion à l'égard de l'occupant. Il en émergea un mouvement de résistance, se traduisant par la création de réseaux et d'organisations. Certains réseaux cherchaient à rassembler des renseignements militaires qui auraient pu être utiles aux Alliés, d'autres groupes songeaient à des actions armées telles que le sabotage. En outre, afin de bloquer les efforts de nazification de Seyss-Inquart aux Pays-Bas, une presse clandestine voyait le jour. Puis, on assista à la genèse d'organisations destinées à aider les persécutés et ceux qui voulaient se soustraire au travail obligatoire en Allemagne¹.

Un des plus grands problèmes auquel se heurtaient les résistants était le manque total de communications avec Londres, le gouvernement

néerlandais n'ayant rien prévu pour rester en contact avec la mère-patrie en cas d'occupation. Cependant, après moult déboires, vers le milieu de 1944, s'instaurait un échange continu d'informations grâce aux agents secrets envoyés de Londres et aux postes-émetteurs de radio. Au moment de la libération militaire des Pays-Bas, on considérait comme prioritaires les actions armées visant à harceler l'ennemi sur ses arrières et à protéger des objectifs stratégiques tels que ponts, écluses, voies d'eau et centrales électriques, de même que la transmission de renseignements militaires.

La libération militaire des Pays-Bas²

La Première armée canadienne, commandée par le lieutenant-général H. D. G. Crerar, avait pour mission d'avancer à l'aile gauche de l'armée de Montgomery et de détruire la résistance allemande le long de la côte du Canal. Cette armée s'approchait début septembre 1944 de la frontière néerlandaise. À l'époque, elle se composait du deuxième corps d'armée canadien, commandé par le lieutenant-général C. C. Simmonds, de la 52^e Division anglaise et de la division blindée polonaise.

Quand l'opération Market Garden (17 septembre - 26 septembre 1944) tourna à l'échec, Montgomery chargea le général Crerar de libérer les bords de l'estuaire de l'Escaut pour permettre l'usage du port d'Anvers, libéré depuis le 4 septembre 1944.

Cette tâche difficile devait être exécutée fin octobre - début novembre.

Après la fameuse Bataille de l'Escaut, la Première armée canadienne fut chargée de couvrir le front le long de la Meuse. Les Canadiens y séjournèrent tout l'hiver. En février 1945, le premier corps d'armée canadien fut déplacé d'Italie et joint à l'armée canadienne. La dernière offensive commença en mars 1945. Le deuxième corps d'armée libéra le nord-est des Pays-Bas, tandis que le premier corps d'armée, commandé par le lieutenant-général Ch. Foulkes progressait vers le centre.

C'est là, à Wageningen, que Foulkes reçut, le 5 mai 1945, la reddition du colonel allemand J. Blaskowitz³.

Au cours de la période novembre 1944 - mars 1945, le momentum avait donc disparu sur le front néerlandais. Pendant que les Canadiens attendaient le printemps pour reprendre l'offensive, beaucoup de contacts se nouèrent avec la Résistance néerlandaise en territoires occupés. De quelle façon ces résistants purent-ils soutenir les Canadiens?

La Résistance et son rôle dans la Libération

Après la bataille de Normandie et l'offensive alliée, Bruxelles et Anvers furent libérées respectivement le 3 et le 4 septembre 1944.

L'État-Major suprême des Alliés, le gouvernement néerlandais à Londres et la population des Pays-Bas occupés partageaient une même conviction: l'Allemagne serait battue en quelques semaines et, par conséquent, la libération des Pays-Bas était pour très bientôt. Cependant, le haut commandement allemand parvint à regrouper ses unités en déroute et à organiser une défense tenace, tandis que les Alliés, à cause de problèmes logistiques, s'essouffaient. C'est ce qui explique pourquoi l'opération Market Garden, lancée par Montgomery le 17 septembre, se solda par un échec.

Cela coûta deux mois de combat aux Alliés pour libérer le Sud des Pays-Bas. Aussi, début novembre 1944, le pays était-il divisé en une zone occupée et une zone libre.

Dans la zone occupée, la situation s'aggravait de jour en jour. Dans les grandes villes, la disette faisait place à une vraie famine, l'administration civile était désorganisée et les Allemands perdaient le contrôle de la situation. Les actions armées de la Résistance contre le service policier allemand, les collaborateurs, les traîtres et l'armée allemande provoquaient des représailles qui, en retour, aggravaient la haine ambiante à l'égard des Allemands et de leurs collaborateurs.

Les plus importantes organisations secrètes, réunies dès le 5 septembre dans les Forces armées de l'Intérieur, préparaient le sabotage et surtout la protection des objectifs revêtant une importance stratégique⁴.

Le commandement canadien semble avoir le plus bénéficié des réseaux de renseignements. Ces réseaux, dont il faut surtout mentionner les réseaux Albrecht, Geheime Dienst Nederland, Rolls-Royce et la Section V de l'organisation OD, rassemblaient des renseignements et les faisaient parvenir aux services secrets alliés.

Citons un exemple caractéristique extrait des «Intelligence reports» du deuxième corps d'armée canadien:

8 december 1944: from the multitude of reports on the moves and counter-moves in North West Holland there has been no definite indication of the enemy abandoning his positions to fall back on the Ijssel⁵.

Ce passage prouve clairement que les renseignements étaient parvenus au commandement canadien qui en avait tiré profit.

Ces renseignements arrivaient en zone libérée en empruntant plusieurs voies. D'abord, des messages étaient diffusés par des postes émetteurs. Puis, des émissaires spéciaux traversaient la ligne du front pour transmettre les renseignements recueillis en zone occupée. Une région privilégiée servait à

effectuer ce genre de mission: le Biesbosch. Inaccessible aux non-initiés, cette zone était parsemée de ruisseaux et de canaux, pleine de marécages et de champs de roseaux. Les habitants y transportaient des personnes et du courrier, en canot, sous la couverture de la nuit. Ce Biesbosch était vraiment une voie de communication très importante. Mais d'autres endroits aussi permettaient de se rendre de zone occupée en zone libérée et vice-versa. On s'est même servi de réseaux téléphoniques, bien que les Alliés les eurent coupés assez rapidement. Toutefois, le téléphone continua à être utilisé dans certaines circonstances. En effet, les centrales électriques et les chemins de fer disposaient de larges réseaux téléphoniques particuliers. Au moment de l'offensive alliée, à plus d'une reprise, ces réseaux gérés par des civils néerlandais se trouvèrent à cheval entre zone occupée et zone libérée.

L'afflux de tous ces renseignements devenait un vrai casse-tête pour les services secrets. Comment les interpréter? En outre, il fallait rester sur ses gardes et ne pas être dupes des fausses nouvelles que pouvait toujours répandre l'ennemi.

Daté du 24 octobre 1944, l'avertissement du brigadier N. E. Rodgers du Deuxième Corps d'Armée, apparaît révélateur:

Security of information.

1. The increasing carelessness in discussing information of value to the enemy, both on the telephone and in presence of persons not entitled to receive it, is seriously risking the success of future operations. Security, practised for four years in England, is being constantly forgotten in spite of its greatly increased importance in this theatre.

2. The enemy has an extensive and efficient network of agents still at large in Belgium and Holland and there is no telephone line, either military or civil, that can be considered secure. Where operational information is concerned every stranger must be considered as a potential agent. Officers and Other Ranks are to be entrusted with information about future operations only insofar as it is necessary for the performance of their duties⁶.

Cette méfiance était très justifiée, car les Allemands se servaient des agents secrets qui opéraient en zone libérée⁷.

Cependant, les renseignements fournis par la Résistance hollandaise étaient bien loin de jouer un rôle de source première. Avant d'y avoir recours, les Canadiens disposaient des renseignements obtenus par les patrouilles de reconnaissance, des documents pris sur les Allemands, des interrogatoires de prisonniers de guerre, de photos aériennes et, au plus haut niveau, d'informations fournies par Ultra.

Toutefois, des lacunes subsistaient. Le Régiment de la Chaudière, qui avait pour ordre de se diriger vers Breskens en montant vers le Nord-Est, devait le constater en Zélande. Le commandement était mal renseigné sur l'adversaire, comme le prouve le témoignage suivant:

D'après les sommaires d'intelligence, la force ennemie comptait cinq à six mille hommes, et de ces données le commandement canadien calculait que l'opération serait terminée entre cinq et sept jours. La campagne dura près d'un mois: la garnison allemande comprenait plus de vingt mille hommes⁸.

La contribution de la population locale a joué cependant un rôle très important. À la veille du grand débarquement de Normandie, les Alliés avaient lâché des tracts par avion au-dessus de tous les pays occupés de l'Europe occidentale. Ils contenaient des conseils à la population. Un de ceux-ci recommandait de bien noter les positions allemandes dans les environs et les points stratégiques tels que ponts, viaducs et carrefours afin de pouvoir renseigner les troupes alliées le moment venu.

Ainsi, pendant la campagne de l'Escaut, le jeune résistant P. H. de Winde avait recueilli des renseignements importants sur les troupes allemandes dans la «Poche de Breskens». Pour transmettre ces informations, il se voyait obligé de traverser à la nage le bras de mer dit «Braakman». Après sept heures de nage, il atteignait, épuisé, les positions canadiennes et livrait son message à la neuvième brigade d'infanterie une fois conduit devant brigadier J. C. Jefferson⁹. Autre exemple, l'initiative du résistant G. Numan à Apeldoorn. Quand la cinquième division blindée canadienne s'approcha de Apeldoorn vers la mi-avril 1945, les Canadiens s'attendaient à une défense acharnée des Allemands et prévoyaient un bombardement d'artillerie en provenance de la ville. Numan, qui venait de constater que l'ennemi avait disparu, réussit à prévenir les Canadiens, de sorte que la libération de la ville s'effectua sans difficulté¹⁰.

Les actions armées de la résistance

Sur le plan des actions armées, par contre, on peut se demander jusqu'à quel point la Résistance a contribué à la lutte contre les Allemands. L'historien de la Résistance en Europe, Henri Michel, a attribué à la résistance armée un rôle très important en l'appelant «la quatrième armée». Selon lui, les forces terrestres, navales et aériennes auraient été soutenues par les armées de l'intérieur, c'est-à-dire par les mouvements de la résistance armée.

Il reste que la Résistance a apporté une dimension supplémentaire au conflit. Churchill a inventé l'expression «d'opération triphibie», lors d'actions combinées de l'armée, de la marine et de l'aviation.

Avec la Résistance, elles deviennent quadriphibies; lorsque les armées alliées débarquent en Normandie en juin 1944, sur les arrières des armées allemandes, la Résistance a ouvert des terrains de combat où, loin des armées alliées, elle retient des unités ennemies qu'elle grignote, en quelque sorte, de l'intérieur¹¹.

Cette vision des choses s'explique probablement par le fait que Henri Michel était lui-même un ancien résistant. Peut-être était-il trop tenté dans son analyse par le rôle glorieux de la Résistance. Sans vouloir minimiser le courage et les mérites des résistants, il convient pourtant de s'interroger.

En ce qui concerne les Pays-Bas, la Résistance n'a pas joué de rôle dans les actions militaires proprement dites. Ce n'est que dans la zone libérée que les résistants ont constitué des compagnies armées par les Alliés et chargées de missions de surveillance¹².

Le prince Bernhard, qui avait servi en Angleterre comme officier de liaison principal entre le Quartier général des Forces alliées et le gouvernement néerlandais, fut nommé le 2 septembre 1944 Commandant en chef des Forces armées néerlandaises. Le 5 septembre 1944, les organisations de résistance les plus importantes étaient réunies dans les Forces armées de l'intérieur, dont le prince Bernhard devenait automatiquement le général en chef. Cependant, la tâche confiée à cette armée secrète restait plutôt symbolique, l'organisation et l'armement faisant défaut, d'autant plus que l'on s'attendait à ce que la guerre fût terminée à la fin du mois. Après quelques tergiversations, on nomma le colonel H. Koot commandant de cette armée secrète en territoire occupé. Celui-ci établit son poste de commandement à Amsterdam. Comme nous l'avons expliqué plus haut, les Pays-Bas ne furent libérés que partiellement. Au cours de la période septembre 1944 - avril 1945, on parachuta des armes légères en zone occupée, mais leur nombre restait insuffisant pour transformer les Forces de l'intérieur en une armée avec laquelle les Allemands auraient dû compter. En mai 1945, la tension monta quand les résistants voulurent désarmer les troupes allemandes. Heureusement, l'autorité du prince Bernhard, le haut commandement canadien et le colonel H. Koot, commandant des Forces de l'intérieur, parvinrent à maintenir l'ordre parmi les résistants.

Conclusion

La Résistance néerlandaise rêvait d'intervenir les armes à la main au moment de la Libération. Cependant, comme grande unité, sa contribution demeura minime. Sa présence n'a pas exercé d'influence sur les opérations militaires. Certes, les réseaux de renseignements n'ont pas manqué

d'informer les Alliés, mais le rendement que les Alliés ont tiré de ces renseignements n'est pas facile à démontrer. D'autre part, dans les zones de combat, résistants et populations locales ont aidé autant que possible les Canadiens, ce qui a certainement diminué les pertes et facilité les opérations.

Notes

1. C. M. Schulten «*En verpletterd wordt het juk*», *Verzet in 1940-1945*, Den Haag, 1995. Cet aperçu général de la Résistance aux Pays-Bas contient une bibliographie des publications sur la Résistance. La plupart de ces publications sont en néerlandais.
2. Sur la Première Armée canadienne aux Pays-Bas, voir L. F. Ellis, *Victory in the West*, London, 1962-1968; H. Bollen et P. Vroemen, *Canadezen in actie. Nederland najaar '44 - voorjaar '46*, 1994; W. D. Whitaker et S. Whitaker, *The Battle of the Scheldt*, London, 1985.
3. Pour une description récente de cette reddition, voir G. Kitching, *Mud and green Fields. The Memoirs of Major-General Georges Kitching*, St. Catharines, Ontario, 1992, p. 226-239.
4. L'étude de base sur cette armée secrète est toujours G. J. van Ojen jr., *De Binnenlandse Strijdkrachten*, Den Haag, 1972.
5. Ottawa, Archives Nationales, RG 24 c 17, volume 13.714.
6. Ottawa, Archives Nationales, RG 24 c 17, volume 13.713.
7. S. R. Elliot, *Scarlet to Green. A History of Intelligence in the Canadian Army, 1903-1963*, Toronto, 1981, p. 322-324.
8. A. Ross et M. Gauvin, *La Geste du Régiment de la Chaudière*, Rotterdam, 1945, p. 66.
9. H. Bollen, P. Vroemen, *op. cit.*, p. 30.
10. Van Ojen, *op. cit.*, p. 335; H. Bollen, P. Vroemen, *op. cit.*, p. 148-149.
11. Cité par G. van Roon, *Europaischer Widerstand im Vergleich*, Berlin, 1985, p. 12.
12. Voir J. A. M. M. Janssen, P. M. H. Groen, C. M. Schulten, *Stoottroepen 1944-1984*, Utrecht, 1984.